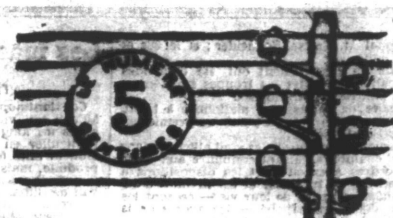


LE JOURNAL SOCIALISTE

DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Socialiste Quotidien



LUNDI 21 OCTOBRE 1930

SEPTIEME ANNEE. — N° 293

ABONNEMENTS

Nord et Départements limitrophes... 4 fr. 50.
Autres Départements... 5 fr. 50.

REDACTION et ADMINISTRATION :

ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES

Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal...
RUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

LIRE PLUS LOIN :

LA GREVE GENERALE DES MINEURS :
Interview de Lamedin. — La réponse du président du Conseil à la Fédération nationale des mineurs. — Intéressantes informations de notre envoyé spécial au Congrès de Saint-Etienne.

LE « SANTOS-DUMONT » : Une expérience réussie.

NAUFRAGE D'UN BATEAU DE PECHE : Onze victimes.

LA CRISE BETTERAVERIERE

Au moment même où s'effectuent les charrois de betteraves, alors que la société des agriculteurs du Nord organise un concours d'arrachages, la masse des moyens et petits cultivateurs n'est pas sans éprouver de sérieuses appréhensions devant la situation du marché des betteraves en fabrication.

A vrai dire la situation n'est guère brillante et il faut admettre la quietude de nos représentants. Lesquels ne semblent guère apprécier toute l'étendue du mal et la nécessité d'y apporter promptement un remède efficace.

Ensemble de notre législation sucrière ne brille pas par la logique et l'on y remarque avant toute chose la préoccupation principale de procurer des avantages spéciaux à l'industrie noble par excellence, à la raffinerie.

S'agit-il de protéger la raffinerie et, immédiatement un droit absolu de propriété est établi à la frontière. Voudrait-on, au contraire, relever sensiblement le cours des graines oléagineuses, de façon à permettre de nouveau la culture de ces plantes sacrées, excellentes têtes de rotation, permettant de réduire l'afflux et la production betteravière qu'il est impossible d'abandonner par suite de l'inertie des dirigeants ?

Mais quittons cette dégrression et disons que les droits de douane laissent une grande latitude aux fabricants pour faire librement leurs prix intérieurs et pour nous examiner s'il n'y a pas quelque nouvelle spéculation sous la baisse des sucres.

Quoi qu'il en soit, les lois sucrières ont envisagé à peu près uniquement l'intérêt de l'industrie, et, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le déclarer au Congrès agricole de 1894, les cultivateurs ont légitimement le droit de se demander s'il n'y avait pas un meilleur moyen de leur venir en aide que de fournir exclusivement tous les avantages aux raffineurs et aux fabricants, en laissant à ceux-ci la faculté de faire ensuite leur part. Ah ! le bon billet ! Et l'innocente comédie que le partage des bonis !

Il faut donc déclarer bien haut que l'avis unanime des cultivateurs qui ne sont point intéressés dans les tripotages capitalistes ou les bénéfices de l'industrie et ne demandant qu'à tirer quelque argent de leurs produits est que la législation sucrière doit être révisée de manière surtout à ce qu'ils puissent produire une betterave de richesse moyenne et sans avoir à subir un rabais marquant, lorsque les conditions climatiques ne sont pas particulièrement favorables.

Nous parlons de la part des cultivateurs. Il y aurait beaucoup à dire en particulier sur la façon dont se comportent les fabricants vis-à-vis des cultivateurs, lors de la réception des betteraves. Et cette année, surtout nous, fournirons un contingent de faits significatifs qui édifieront suffisamment le Parlement lors de la discussion qui surgira bientôt.

Les achats à faux poids sont d'usage courant chez certains fabricants et il nous serait facile de citer de nombreux cas où après s'être livré dans un but de contrôle à un premier pesage de leur véhicule à pleine charge, des cultivateurs ont trouvé à la fabrication des échappés de poids considérables. Passez muscade !

De même, de nombreuses erreurs sur la tare et sur la densité sont journellement constatées par les cultivateurs et ceux-ci n'ont pas à se plaindre trop vivement dans la crainte de voir leur part se réduire encore ou même de s'entendre signifier un refus de réception de la marchandise. Oh aller ensuite ?

Ah ! que l'on ne nous parle plus de l'union intime du cultivateur et du fabricant ! A aucun moment, malheureusement, la situation ne fut plus tendue qu'elle ne l'est actuellement et le cultivateur ne fut plus sacrifié. Le mot n'est pas trop fort et des rancunes vivaces couvent sous la cendre.

On conçoit que les avis diffèrent sur les remèdes à apporter à cette situation. Nous poserons en principe la nécessité de créer quelque chose de simple, de clair et de loyal, permettant au cultivateur de se rendre compte aussi facilement que possible de ce qui lui revient. Dans ce but il y aurait lieu d'en venir une bonne fois à ce que proposaient jadis dans une dernière législature. Donner aux

agents du fisc placés dans chaque fabrique le contrôle des diverses opérations de pesage, tarage, densité.

La responsabilité de ces agents serait engagée et le moindre manquement à leur devoir puni de la révocation. En particulier, le ticket imprimé par la bascule et remis sous leur surveillance aux fournisseurs donnerait toutes les garanties désirables d'un pesage loyal.

En second lieu, l'on ne pourra jamais rien établir de stable et de rationnel tant que l'impôt sur le sucre restera au taux actuel de 60 francs les cent kilos.

Et ce serait faire montre d'une extrême déraison que de prétendre protéger la culture en maintenant plus longtemps un impôt aussi exorbitant ; quel que soit le déficit du budget.

Il faut espérer que le gouvernement saura le comprendre et voudra bien réduire de moitié ou des deux tiers cet impôt de manière à amener une sérieuse réduction du prix des sucres du commerce et à augmenter la consommation.

Nos débouchés extérieurs se réduisant et devant se réduire de plus en plus par la fermeture des marchés rendent cette opération d'autant plus nécessaire, urgente même.

En dernier lieu se place le rachat des raffineries. Il est bien facile de se rendre compte que monopole pour monopole, le monopole de l'Etat est mille fois préférable. L'Etat c'est la société toute entière et nous avons sur lui l'action du bulletin de vote, tandis que les spéculations et accaparements capitalistes des monopoles échappent toujours aux mailles de la loi.

C'est aux simples cultivateurs, ces éternels noueux bobains à vouloir, à agir, et enfin, à ne plus se laisser gouverner par la haute finance agricole et industrielle.

Un projet sur le monopole de la raffinerie par l'Etat fut autrefois signé de Millerand. Il faut espérer que celui-ci saura s'en souvenir et que, lorsque viendra la discussion, cette question, essentiellement liée à la solution du problème sucrier, fera un pas décisif.

Voilà succinctement notre avis sur le sujet. Avec tous ceux qui, avant tout, cherchent de bonne foi le moyen de ramener la prospérité dans les campagnes, nous avons essayé d'apporter notre modeste pierre à l'édifice commun.

N.-Léon DELABRE.

Pays Charmant

C'est la république de Saint-Martin, — ainsi nommée parce qu'on n'y voit pas un matelot.

L'attention du monde civilisé, et par conséquent la mienne, a été récemment attirée sur cette puissance, parce que son nouveau gouvernement, qui se compose de plusieurs régents, venait d'être élu.

Il faut dire immédiatement, pour dissiper les angoisses que l'on pourrait éprouver à ce sujet, que le renouvellement des pouvoirs s'est opéré sans trouble.

On attribue ce fait extraordinaire à l'absence absolue de tout élément nationaliste, sur le territoire de Saint-Martin. Non, encombrent par ces pittoresques, le patois saint-martinais jouit de la paix la plus profonde.

C'est peut-être le moment de fournir aux lecteurs de ce journal quelques renseignements sur les institutions de Saint-Martin, qui en valent bien d'autres.

En premier lieu, je signalerai l'existence, dans la république, de deux ordres de chevalerie, celui de l'Ordre équestre et celui du Mérite militaire, bien indiqués, on en conviendra, dans un pays qui n'a pas de cavalerie, ni d'armée.

Aussi les gens de Saint-Martin, trop malins pour porter leurs décorations, les distribuent-ils fort généreusement aux étrangers.

C'est ainsi qu'ils acquièrent des sympathies à bon marché. Ils n'ont pas de journaux, mais, en revanche, ils viennent de s'offrir le luxe d'une loi sur la presse, qui ne comprend pas moins de trente-cinq articles !

On leur a proposé beaucoup d'argent pour établir chez eux une maison de jeu ; ils se sont indignés devant cette malhonorable demande.

L'adultère leur fait horreur — ce qui montre bien qu'ils sont en retard sur la civilisation — et c'est de trois années de prison qu'ils punissent cette faute, — ou qu'ils la punissent, car jusqu'à présent, on ne se souvient pas, même parmi les vieillards, d'avoir eu à enregistrer un seul faux pas de ce genre.

Rien n'établit mieux la vertu des femmes de Saint-Martin... ou leur habileté. Saint-Martin jouit de l'assistance médicale gratuite, ce qui n'est pas une mauvaise chose.

La justice y est rapide, et cela pour l'excellente raison que les frais de tout procès non terminé en quatre-vingt jours restent à la charge des magistrats.

M'est avis que ce système là ne serait pas déplacé chez nous ; on est plus souvent quatre-vingt dix semaines que quatre-vingt dix jours que nos bons juges, avoués et avocats, prennent pour mener à bien — ou à mal — une pauvre affaire de quatre sous !

Que pensez-vous de Saint-Martin, où le seul sténographe, d'ailleurs remplacé tous les ans, est le gardien de l'horloge publique ?

N'est-ce pas un pays encore plus charmant que la Chine ?

La Grève générale des Mineurs

Interview de Lamedin

Un rédacteur de la Lanterne est allé interviewer Lamedin pour lui demander des détails complémentaires sur l'entrevue qu'il a eue, en compagnie de Basly, Mure et Laurent, avec le ministre des travaux publics — entrevue dont nous avons rendu compte — et pour connaître son impression sur la question de la grève générale des mineurs.

Notre ami Lamedin a fait à notre confrère les déclarations suivantes :

« La note communiquée aux journaux sur notre entretien avec M. Baudin ne souffre mot de deux promesses relativement importantes faites par M. Baudin. Or, il est de toute nécessité que ces engagements ministériels soient enregistrés par la presse.

Voici en quels termes ils ont été formulés : Comme le ministre des travaux publics déclarait qu'il déposerait, au cours de la prochaine session, un projet spécial amendant sensiblement la loi de 1894, sur les retraites des mineurs, je lui ai demandé, à titre de renseignement, d'indiquer les grandes lignes de ce projet.

Il sera caractérisé surtout, a dit alors M. Baudin, par la demande de création d'une « Caisse de secours », fonctionnant à côté de la Caisse de retraites. En attendant, en effet, que s'écoule le temps exigé par l'élaboration de la nouvelle loi, de nombreuses retraites sont données en conformité de la loi de 1894, c'est-à-dire avec persistance de la même valeur que vous critiquez. Comme les lois n'ont pas d'effet rétroactif, cette même valeur serait définitivement acquise au détriment des ouvriers mineurs qui sont actuellement en instance de retraite.



Arthur LAMEDIN

Député de Béthune. Secrétaire général du Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais

Le gouvernement comprend parfaitement que cette considération légitime leur impatience. Eh bien, la caisse de secours sera là pour subventionner les trop petites retraites à échoir entre ce jour et la date de promulgation de la loi à intervenir. Voilà qui est de nature à calmer les impatiences.

J'ai ensuite appelé l'attention du ministre, continue Lamedin, sur un vice pratique de la loi de 1894, qu'il faut à tout prix ne point introduire dans la nouvelle disposition législative réclamée.

La loi de 1894 dispose, en effet, que chaque ouvrier mineur sera rendu détenteur d'un livret individuel de retraite, sur lequel seront inscrits ses versements. Or, dans les nombreux cas de renvoi, l'ouvrier, craignant d'être signalé défavorablement à la nouvelle direction minière sous le prétexte de l'absence, refuse généralement de dire où il s'en va. De sorte que son livret individuel reste en souffrance chez l'ancien employeur. Le nouveau, qui n'est obligé de verser à la Caisse des dépôts, se garde bien, de son côté, de demander le livret individuel. De sorte que les années de cotisations patronales se trouvent ainsi perdues pour la caisse des retraites ouvrières. Il faudrait donc trouver un moyen de rendre effectivement obligatoire pour l'employeur, le versement trimestriel de la contribution patronale.

« Le gouvernement, a dit M. Baudin, introduira dans le texte de la nouvelle loi, l'obligation pour les directeurs de mines de réclamer les livrets individuels par l'intermédiaire des préfets, — l'intervention de ces fonctionnaires donnant la garantie de discrétion à laquelle vous tenez. »

« L'attitude du gouvernement, a-t-il dit, nous avons demandé à Lamedin, est-elle satisfaisante dans les termes de l'entrevue des délégués mineurs avec M. Baudin ?

« La réponse faite par le gouvernement est la seule qui pouvait faire, il était facile de le prévoir, sans m'en flatter, j'ai été bien prophète, lors du Congrès, vous faites une menace maladroite, si je dit à nos camarades Lillimau ne pouvant faire avancer, ni reculer les événements. La réponse de M. Baudin à la question précise que je lui posai, a-t-il dit, est logique. « Le gouvernement, a-t-il dit, ne peut revenir sur son initiative réformatrice, car il s'obligerait à une inspiration fautive occasionnée par vos menaces. » Il ne peut non plus en précipiter l'exécution, car

il paraîtrait capituler devant ces mêmes menaces.

« Quels moyens, selon vous, avons-nous encore demandés à Lamedin, aurait-il dû employer le gouvernement pour échapper à cette éventualité de la grève générale des mineurs, ou tout au moins pour l'ajourner ?

« Le gouvernement n'avait aucun moyen efficace à sa disposition, n'ayant point, dans le Parlement, une majorité pour les réformes sociales. »

« La solidarité internationale

Lamedin nous a fait, en outre, la déclaration suivante, qui, à notre sens, revêt une importance considérable : « Il est acquis, depuis le récent congrès international des mineurs tenu à Londres, qu'en cas de grève générale des mineurs français, ils n'auraient malheureusement pas à compter sur la solidarité de leurs camarades étrangers.

« La question de savoir quel serait, dans cette éventualité, le rôle des mineurs anglais et belges, fut, en effet, à Londres, ma grande préoccupation. Car c'est l'Angleterre et la Belgique qui nous inondent de leur surproduction en combustible industriel, permettant ainsi une longue résistance au patronat français. J'osais croire, — les revendications posées dans l'ultimatum étant communes à tout le prolétariat minier européen, — que Belges et Anglais n'hésiteraient pas à se solidariser avec nous. Mais, à une question précise posée en ce sens, les délégués anglais ont répondu qu'ils ne se sentaient pas la force de prendre, au nom de leurs compatriotes, un engagement aussi grave.

« Je leur ai alors demandé si, tout au moins, ils ne leur serait pas possible de restreindre la production, de manière à paralyser l'exportation. Il me fut répondu que, dans des pays de surproduction en combustible, tels que l'Angleterre et la Belgique, cette entreprise est chimérique.

« Les délégués du Congrès de Saint-Etienne ont été très émus par ces déclarations. Ils ont décidé de faire passer au Congrès de Saint-Etienne, sous le titre de « Résolution relative à la grève générale des mineurs », une proposition tendant à ce que les délégués des différents pays de la Fédération des mineurs, en cas de grève générale, s'engagent à ne pas dépasser les limites de leur production, de manière à paralyser l'exportation.

« Cette proposition a été adoptée à l'unanimité. Elle sera présentée au Congrès de Saint-Etienne, qui se tiendra à la fin de l'année. Elle sera discutée et votée par les délégués des différents pays de la Fédération des mineurs.

« Dans toutes les réunions qu'ils ont organisées, ils ont fait voter un ordre du jour ainsi conçu : Tous les travailleurs sont invités à soutenir leurs frères des mines le 1er novembre et à faire une propagande active pour la grève générale sur le terrain exclusivement économique. Vite la Révolution sociale pour la grève générale.

« Voilà, d'autre part, le texte d'une affiche que je copie sur les murs de Saint-Etienne :

« Fédération Autonome des Syndicats Ouvriers et sous-comité de la Grève Générale de la Loire

TRAVAILLEURS SYNDIQUES ET NON SYNDIQUES

Une grande majorité du Congrès de la Confédération générale du travail a décidé de s'unir aux ouvriers mineurs pour le triomphe de leurs revendications.

Dans toute la France, dans toutes les corporations, un grand mouvement s'organise pour le premier novembre. Le 1er novembre, tous les travailleurs de toutes professions, en faveur de nos frères des mines du Pas-de-Calais, doivent faire une grève générale.

Toute la classe ouvrière du bassin de la Loire est en proie à un grand élan.

« La grève générale décrétée et votée par le Congrès doit s'organiser de façon sérieuse et grandiose, par sa généralité. Montrons au capital par des actes virils et réfléchis, que le travail est prêt pour son émancipation intégrale.

« Les passementiers et tisseurs

Une grande agitation règne chez les tisseurs très travaillés par les pertuis de la grève générale. Il est en effet de même chez les passementiers, un nombre de quatre mille. Tous examinent les conditions et l'éventualité de la grève générale.

Toute la classe ouvrière du bassin de la Loire est en proie à un grand élan.

« Les déclarations de délégués du Comité

Mais les dirigeants des syndicats mineurs déclarent vouloir faire eux-mêmes et seuls leur grève ; ils veulent la mener avec un caractère essentiellement corporatif sans tolérer d'intrusion étrangère devant donner à la grève un caractère purement révolutionnaire.

Interrogés sur la question de savoir si la grève générale éclatera, ils répondent qu'ils ne peuvent plus reculer malgré les mineurs du Pas-de-Calais, désirant, avec Basly, Lamedin, Bérard, de nouveaux alternatives. Ils disent que le gouvernement connaît depuis longtemps leurs revendications et le temps de les examiner. Si rien n'est fait, c'est sa faute, non la nôtre. Ils estiment que la grève doit éclater le premier novembre, suivant la décision du Congrès de Lens, car le Conseil fédéral national, simple organe d'exécution, n'a nul droit de modifier les résolutions du Congrès.

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité

« Les déclarations de délégués du Comité